

## PREFECTURE DE L'EURE

**Arrêté préfectoral n°D3-B4-09-176 relatif aux conditions de réhabilitation et de suivi  
du site de l'ancienne décharge « HEROUARD » exploitée par  
la Société des Carrières et Sablières HEROUARD**

**LA PRÉFÈTE DE L'EURE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V et ses articles L511-1, L512-17, L512-12 et L515-12, R 515-24 à R 515-31, R 512-79 et R 512-31,

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage et de déchets non dangereux et notamment son article 49,

Vu les arrêtés préfectoraux des 10 janvier 1967, 10 janvier 1978, 12 juin 1985 et 12 janvier 1996, autorisant la Société des Carrières et Sablières HEROUARD à exploiter une décharge d'ordures ménagères et de déchets industriels sur la commune de Saint-Pierre-la-Garenne,

Vu l'arrêt de l'apport de déchet sur le site objet du présent arrêté septembre 2003, selon les données formalisées dans le registre des déchets tenu par l'exploitant,

Vu les résultats de 2003 des analyses des eaux prélevées dans 6 piézomètres et dans 3 cuves de lixiviats réalisés par le Laboratoire de Rouen (rapports référencés 309 836 et 309 837),

Vu le rapport (référéncé EGO/BTO/février 2004) de modélisation hydrodynamique et hydrodispersive au droit de la décharge et rédigé par le cabinet GAUDRIOT, à la demande de la D.D.A.S.S.,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 9 juillet 2008,

Vu l'avis en date du 5 mai 2009 du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques au cours duquel l'exploitant des Carrières et Sablières HEROUARD a eu la possibilité d'être entendu,

Vu le projet d'arrêté porté le 20 mai 2009 à la connaissance de Monsieur Pierre HEROUARD, représentant de la société des Carrières et Sablières HEROUARD,

Vu les observations présentées le 8 juin 2009 par Me SAGON représentant Monsieur Pierre HEROUARD,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 juillet 2009 faisant suite aux observations de Me SAGON,

Considérant que la réhabilitation de l'ancienne décharge « HEROUARD » ne peut être considérée comme achevée et que les obligations réglementaires issues du Code de l'Environnement en matière de cessation d'activités ne sont pas remplies à ce jour,

Considérant que les analyses des eaux prélevées en 2003, à partir de 6 piézomètres et de 3 cuves de lixiviats, a révélé un impact sur les eaux souterraines au droit du site et un impact potentiel vis-à-vis des captages destinés à l'Alimentation en Eau Potable (AEP) situés dans l'environnement proche,

Considérant que l'eau de la nappe impactée par les eaux de percolation de la décharge peut être utilisée à des usages sensibles (arrosage de cultures...) compte tenu de l'absence de restriction d'usage,

Considérant que les conclusions du rapport de modélisation hydrodynamique et hydrodispersive (référéncé EGO/BTO/février 2004) rédigé par le cabinet GAUDRIOT à la demande de la D.D.A.S.S. préconise de réaliser en particulier, un suivi semestriel des eaux souterraines au droit du site,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La société des Carrières et Sablières HÉROUARD, représentée par M. HEROUARD Pierre, est tenue pour le site "Décharge Hérouard" situé sur la commune de Saint-Pierre la Garenne de respecter les prescriptions suivantes, dans les délais précisés ci-dessous :

- **Dans un délai maximal d'un mois**

- procéder à la remise à niveau de la clôture, notamment le long de la voie communale n° 60,
- procéder à l'enlèvement des déchets (morceaux de bandes de transporteur, ...) affleurant à la surface de l'ensemble du site, puis procéder à la mise en œuvre sur ces surfaces, d'au moins 50 cm de matériaux sablo-argileux compactés et d'une couche d'au moins 50 cm de terre arable non compactée,
- procéder au pompage autant que nécessaire, des eaux dans les 3 cuves de lixiviats du site et faire éliminer ces eaux dans toute société dûment autorisée, jusqu'à ce que les résultats des analyses aient des valeurs inférieures à celles reprises dans le tableau joint en annexe 1.

- **Dans un délai maximal de 3 mois**

- faire valider par une entreprise dûment spécialisée (BRGM,...), l'aptitude du réseau de piézomètres existant P Aval, P1, P2, P3, P4 et P Amont du site dont le plan de leur localisation est joint en annexe 2 (et si besoin est, le compléter) à surveiller l'impact sur les eaux souterraines, notamment au travers de la mesure des paramètres désignés ci-après,
- permettre l'accès à l'ensemble des piézomètres du site,
- faire réaliser pendant une période de 4 ans par un laboratoire agréé des analyses semestrielles des eaux souterraines (en hautes et basses eaux) prélevées à partir du réseau de piézomètres validé par l'entreprise spécialisée. Les paramètres à analyser seront : l'ammonium, les chlorures, les PCB/PCT, les métaux totaux, les BTEX (dont le benzène et le cumène), les HAP totaux, les COHV (dont le dichlorométhane et le tétrachlorométhane), les triazines dont l'atrazine, les cyanures, l'arsenic, les solvants aromatiques chlorés totaux, Les résultats de ces analyses seront comparés aux valeurs réglementaires utilisées au moment des prélèvements d'eaux.

Les résultats de ces analyses accompagnés de tout commentaire, seront adressés dans un délai maximal d'un mois à l'inspection des installations classées. Un bilan annuel sera transmis à l'inspection des installations classées. A l'issue de la période de 4 ans, un bilan sera adressé à l'inspection des installations classées avec des propositions sur la poursuite éventuelle des analyses,

- faire faire réaliser pendant une période minimale de 2 ans une surveillance semestrielle de la radioactivité et par un laboratoire agréé, des eaux souterraines (en hautes et basses eaux) prélevées à partir du réseau de piézomètres validé par l'entreprise spécialisée. Les données à fournir sont relatives aux activités alpha et bêta globales, à l'activité bêta globale résiduelle, à la concentration en potassium, au cobalt 60, au césium 137 et au tritium.

Les résultats de ces analyses seront comparés aux valeurs réglementaires utilisées au moment des prélèvements d'eaux.

Les résultats de ces analyses accompagnés de tout commentaire, seront adressés dans un délai maximal d'un mois à l'inspection des installations classées. Un bilan annuel sera transmis à l'inspection des installations classées. A l'issue de la période de 2 ans, un bilan sera adressé à l'inspection des installations classées avec des propositions sur la poursuite éventuelle des analyses,

- remettre à l'inspection des installations classées un rapport sur l'état des plantations existantes et le suivi des plantations effectuées depuis 1996. Le contenu de ce rapport devra comporter une comparaison avec la situation existante et le plan annexé à l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1996 (copie du plan joint en annexe 3).

- **Dans un délai maximal de 4 mois :**

- remettre à l'inspection des installations classées une étude de l'impact du site sur la qualité des eaux souterraines à l'extérieur de son emprise, sur les usages de l'eau (industrielles, domestiques, particuliers/agriculteurs) et de la compatibilité de ces usages avec l'état des eaux souterraines. Cette étude s'appuiera sur les résultats d'analyses disponibles, sur des analyses complémentaires (au niveau des usages constatés) et sera réalisée suivant le référentiel des circulaires du 8 février 2007 du ministère en charge de l'environnement et notamment dans celle relative aux sites et sols pollués, modalités de gestion et de réaménagement des sites et sols pollués - démarche d'interprétation de l'état des milieux (I.E.M.).

- **Dans un délai maximal de 6 mois :**

- remettre à monsieur le préfet les éléments permettant l'instauration de servitudes d'utilité publique et répondant aux dispositions des articles R 515-25 à R 512-31 du Code de l'Environnement. ces servitudes doivent viser a minima à étudier tout usage du site incompatible avec son état et en prenant en compte le cas échéant, les impacts à l'extérieur du site,

## **Article 2 : Communication et affichage du présent arrêté**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant de la société des Carrières et Sablières HEROUARD par la voie administrative.

En vue de l'information des tiers :

- un extrait dudit arrêté, énumérant notamment les prescriptions et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée par tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée de un mois, procès verbal de ces formalités sera adressé à la préfecture,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon lisible, dans l'installation par les soins de l'exploitant,
- un avis au public est inséré dans le recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Eure,
- un avis est inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département,
- le même avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure.

## **Article 3 : Dispositions diverses**

### **3.1 - Contrôles**

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses. Les frais occasionnés seront à la charge du titulaire du présent arrêté.

### 3.2 - Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré à la juridiction administrative :

- par le titulaire du présent arrêté dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour ou le présent arrêté lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

### 3.3 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Eure, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées, le maire de Saint-Pierre-la-Garenne sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un avis est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure.

Evreux, le 17 juillet 2009

La Préfète



Fabienne BUCCIO